Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

La réconciliation du Fatah et du Hamas fait partie d'un réalignement stratégique plus large à l'initiative de l'Égypte

Par Jean Shaoul
Mondialisation.ca, 05 mai 2011
wsws.org 5 mai 2011

Région : Moyen-Orient et Afrique du Nord
Analyses: LA PALESTINE

Mercredi, l'Égypte a annoncé que le Fatah et le Hamas, partis palestiniens rivaux, ont accepté un « accord de réconciliation » par lequel ils formeront un gouvernement de transition unitaire et fixeront la date des élections après de nouvelles discussions au Caire.

Si l'Égypte a depuis longtemps essayé de promouvoir un accord, sa capacité à en obtenir un fait partie du réalignement fondamental de la politique étrangère du nouveau gouvernement égyptien soutenu par l'armée, qui se concentre sur les relations avec l'Iran. L'objectif immédiat du Caire est d'obtenir un moyen de pression sur Israël par l'intermédiaire des Palestiniens, mais ce changement menace de troubler ses relations, non seulement avec Israël même, mais également avec les États-Unis et les monarchies du Golfe.

L'annonce a été accueillie avec une hostilité ouverte de la part de Tel-Aviv et de Washington.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a refusé d'accepter le Hamas en tant que partenaire dans les négociations et a demandé qu'Abbas « choisisse entre la paix avec Israël et la paix avec le Hamas. » « Il n'y a aucune possibilité d paix avec les deux, » a-t-il dit, ajoutant que l'accord «révèle la faiblesse de l'Autorité palestinienne.»

Le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman a dit que cet accord marquait le « franchissement d'une ligne rouge. »

« Nous avons à notre disposition un vaste arsenal de mesures, y compris l'annulation du statut de VIP d'Abu Mazen [le président Mahmoud Abbas] et [le Premier ministre] Salam Fayyad, ce qui ne leur permettra plus de se déplacer librement, » a-t-il menacé. « Nous pourrions également geler le transfert de taxes collectées par Israël pour l'Autorité palestinienne. »

La Maison Blanche a soutenu la position d'Israël, insistant sur le fait que le que Hamas est une « organisation terroriste ».

D'après l'accord, le Fatah et le Hamas, qui contrôlent respectivement la Cisjordanie et Gaza, formeront un gouvernement d'intérim constitué de politiciens « indépendants » choisis par les deux partis. Ils fixeront la date et prépareront les élections d'un président et d'une assemblée législative dans le courant de l'année. L'organisation de libération de la Palestine

(OLP) sera restructurée pour permettre au Hamas de la rejoindre, et tous les détenus politiques retenus par les deux partis seront libérés.

Le projet d'accord a été accepté par Moussa Abu Marzouk, vice-président du politburo du Hamas, et Azzam al-Ahmad, membre du comité central du Fatah. L'accord final devrait être signé au Caire la semaine prochaine par les deux parties en présence de Mahmoud Abbas, le président en exercice de l'Autorité palestinienne, et Kahled Murshal, chef du Hamas basé à Damas.

Abbas a admis être surpris par l'acceptation du Hamas, déclarant que de nombreux détails de son application devaient encore être fixés. En effet, en dépit de toutes les discussions sur une « réconciliation », il y a déjà des points de vue différents sur ce qui a été signé, et les relations entre les deux parties restent tendues.

La participation du Hamas au gouvernement d'intérim n'est pas conditionnée par l'acceptation par celui-ci des trois conditions imposées par Tel-Aviv, Washington et l'Union européenne : qu'elle accepte les accords d'Oslo de 1993, renonce à la violence et reconnaisse le droit à l'existence d'Israël. Mais Abbas a insisté pour que le Hamas ne soit pas représenté dans le nouveau gouvernement, déclarant, « Ces gens seront des technocrates indépendants, ne seront ils affiliés à aucune faction, ni le Fatah ni le Hamas. »

Il a cherché à rassurer Israël en indiquant que l'Autorité palestinienne ne libérerait pas les prisonniers du Hamas détenus pour port d'armes ni ne permettrait aux milices du Hamas d'opérer en Cisjordanie.

L'OLP entend conserver son rôle de négociateur unique avec Israël. S'exprimant lors d'une conférence de presse à Ramallah, Abbas a clairement dit que si les «négociations de paix » devaient se poursuivre avec Israël au cours de l'année prochaine, ce serait l'OLP et non le gouvernement d'intérim qui serait responsable de « la gestion politique, des négociations. »

« Ce gouvernement est autorisé à faire deux choses : fixer une date pour les élections et reconstruire Gaza. La politique c'est pour l'OLP et nous continuerons à suivre mes choix politiques, » a-t-il dit.

Mahmoud Zahar, responsable de haut rang du Hamas, a déclaré que tandis que son parti n'avait aucun plan pour négocier avec Israël, cela n'empêcherait pas Abbas et le Fatah de le faire. Il a déclaré à l'agence AFP au Caire, « Si le Fatah veut porter la responsabilité pour des négociations sur du vent, qu'il le fasse. S'il parvient à obtenir un Etat, tant mieux pour eux. »

Le Hamas et le Fatah ont été des rivaux politiques des années durant, en venant presque à la guerre civile ouverte, le Hamas refusant de reconnaître Israël. Lorsque le Hamas a gagné les élections palestiniennes en Janvier 2006, il a été considéré comme une organisation terroriste par Tel-Aviv et Washington, et soumis à des sanctions économiques. En juin 2007, il a pris le pouvoir à Gaza pour faire échouer un coup mené par le Fatah et planifié par Israël et les États-Unis.

Mais la perspective du Hamas d'un état capitaliste islamique n'a pas été davantage capable de donner une voie viable, sans même parler d'être progressiste, que l'Etat capitaliste laïc proposé par le Fatah.

Cette organisation dépend entièrement de soutiens extérieurs – de l'Arabie saoudite, de

l'Égypte, de la Jordanie et plus récemment de l'Iran et de la Syrie. Et c'est cela qui a déterminé en fin de compte son réalignement sur le régime d'Abbas en Cisjordanie.

Comme le révèlent les documents palestiniens publiés par WikiLeaks, le Fatah a assimilé l'« état de droit » à l'élimination du Hamas et de toute opposition à Israël en arrêtant, détenant et torturant tous ceux qui étaient suspectés de soutenir le Hamas. Il a soutenu l'assaut meurtrier d'Israël contre Gaza en décembre 2008 pour éradiquer le Hamas.

Et pourtant, la subordination du Fatah ne lui a valu que du mépris de la part de Washington et de Tel-Aviv, qui n'avaient aucune intention de créer un état palestinien viable. Les révélations ont détruit le peu de crédibilité qu'il restait à Abbas et au Fatah – les rendant prêts pour la manœuvre diplomatique de l'Égypte. Le mois dernier, Abbas a déclaré qu'il était prêt à aller à Gaza et à rencontrer Ismail Haniya, le dirigeant du Hamas, qui avait déjà appelé à des négociations sur l'unité.

Pendant des années, l'ex-président égyptien Hosni Moubarak a fait tout ce qu'il pouvait pour contenir le Hamas, une émanation des Frères musulmans, tout en jouant un rôle clef dans le maintien du blocus de Gaza par Israël et soutenant ses assassinats, et ses bombardements aériens des civils palestiniens sans défense. À cette fin, il a cherché à promouvoir un accord entre le Fatah et le Hamas qui soumettrait le Hamas au Fatah.

Cependant, le nouveau gouvernement égyptien cherche à se distancer lui-même de certaines des mesures politiques impopulaires de Moubarak, particulièrement sa soumission ouverte à Washington en ce qui concerne Israël et les Palestiniens. Le nouveau gouvernement cherche à renforcer sa propre crédibilité à l'intérieur du pays et à restaurer la position de l'Égypte dans la région pour poursuivre plus effectivement ses propres intérêts. À cette fin, il a déjà fait une concession aux Frères musulmans à l'intérieur et étend maintenant ce changement de ses relations au Hamas et, ce qui est plus important encore, à l'Iran.

Menha Bakhoum, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, a expliqué, « Nous ouvrons une nouvelle page. » «l'Égypte reprends le rôle qu'elle avait abandonné, » a-t-elle poursuivi.

Les relations diplomatiques avec Téhéran, coupées depuis 1979 lorsque l'Égypte avait accueilli le Shah en fuite, vont reprendre. Le gouvernement a invité le ministre des Affaires étrangères iranien au Caire, alors que l'Iran serait en train d'envisager la réouverture de son ambassade au Caire. Il y a quelques semaines, le Caire a permis à deux navires de guerre iraniens de franchir le Canal de Suez, à la grande colère de Tel-Aviv et Washington. Téhéran a annoncé de nouveaux arrangements pour développer le tourisme entre les deux pays.

« Le monde entier a des relations diplomatiques avec l'Iran, à l'exception des États-Unis et Israël, » a dit Bakhoum. « Nous considérons l'Iran comme un voisin dans la région avec lequel nous devrions avoir des relations normales, L'Iran n'est pas perçu comme un ennemi, ce qui était le cas sous le régime précédent, et il n'est pas perçu comme un ami. »

Ayant offert un strapontin aux Frères musulmans, la voie était libre pour des relations plus chaleureuses avec le Hamas, qui reçoit des fonds de Téhéran et de Damas. Le nouveau gouvernement a invité le Hamas à rencontrer des officiels de haut rang pour tenter de le faire participer.

Le Hamas est confronté aux mêmes pressions sociales qui ont balayé Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Égypte, avec des manifestations de milliers de gens à Gaza qu'il a réprimé par la force – certains se concentrant sur des appels à l'unité avec l'OLP. Dans une situation où le régime d'Assad en Syrie, son hôte et son commanditaire, fait face à des troubles intérieurs et à une pression internationale à l'étranger, et prenant ses directives à Téhéran, il était plus qu'heureux de signer un accord avec le Fatah en échange de meilleures relations avec l'Égypte.

Le régime militaire du Caire voit également une opportunité de renforcer ses moyens de négociation contre Israël. Bakhoum a dit que tant que l'Égypte tiendrait tous ses engagements, y compris les accords de Camp David de 1979 avec Israël, il ouvrirait ses frontières avec Gaza entièrement – ajoutant que le blocus par Israël et la participation de l'Égypte à celui-ci étaient « une honte. »

Le ministre des affaires étrangères iranien, Ali Akbar Salehi, a dit qu'il « accueillait favorablement » l'accord et a applaudi le gouvernement égyptien pour son évolution vers un rapprochement entre les deux pays. « C'est le premier triomphe du grand peuple égyptien en ce qui concerne la Palestine après les développements en Égypte, et l'effort du gouvernement égyptien est apprécié, » a-t-il dit.

Article original paru le 30 avril 2011 : http://www.wsws.org/articles/2011/apr2011/fata-a30.shtml

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Jean Shaoul, wsws.org, 2011

Articles Par : Jean Shaoul

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca